**EXTRAIT SUCCINCT DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE BERGHOLTZ
Séance du 10 février 2015**

Sous la présidence de Madame Nella WAGNER, Maire

Madame le Maire souhaite la bienvenue à tous les membres présents et ouvre la séance à 20h05

Présents :

M. Jean-Luc GALLIATH, 1^{er} Adjoint - Jacky FRETZ, 2^e Adjoint

Mmes et MM. les conseillers : Gabrielle CAMBRON, Yves DEIBER, Philippe SCHALLER, Marc BURRER, Francine BEYLIER, Hervé CLOR, Vanessa JUNG et Sébastien SIMON

Absents excusés :

Véronique HEIL qui a donné procuration à Jacky FRETZ

Lucie BOYELLE qui a donné procuration à Philippe SCHALLER

Claudine GEMSA qui a donné procuration à Nella WAGNER

Secrétaire de séance : Mlle Stéphanie BAUCHET, secrétaire de mairie

Programme des travaux ONF 2015 et plan de coupes 2016

M. Jacky FRETZ dresse le bilan de l'année 2014 qui se solde par un excédent de 9 824 € et présente au conseil municipal l'état prévisionnel des coupes élaboré par l'ONF et les travaux prévus pour 2015.

Pour 2015, des travaux patrimoniaux sont prévus et comprennent l'entretien des limites communales (Guebwiller et Bergholtz-Zell), l'entretien des limites parcellaires (repérage à la peinture des limites), le curage des fossés le long des chemins, le broyage des accotements, l'entretien des chemins (surtout du chemin principal), le nettoyage des rigoles (traversée de chemin) et le dépressage en faveur des jeunes chênes et pins sylvestre dans la parcelle 12A, 12B, 15C (on élimine les châtaigniers et autres variétés non nobles)

DEPENSES	
Coût des travaux HT	4 842 €
Coût d'abattage de façonnage, de débardage, honoraire onf, etc...	3 882 €
Empierrement chemin par apport de recyclé grés le long des parcelles 12 à 20 sur environ 750 ml	4 930 €
Honoraire d'assistance technique et cotisation accidents agricoles	2 145 €
Report des honoraires 2014 soit environ 2000€	2 000 €
Total des DEPENSES estimées HT	17 799 €
RECETTES	
Recette Nette estimée de la vente de bois pour l'année 2015 (estimation basse)	3 918 €
Report vente 2014 sur exercice 2015	3 550 €
Total des RECETTES estimées HT	7 468 €
Bilan prévisionnel de l'année 2015 présente un déficit de :	- 10 331 €

M. Jacky FRETZ fait également part à l'assemblée de l'état d'assiette 2016 concernant les coupes qui vont être martelées et dont la coupe sera prévue l'année suivante.

Après délibération, les membres du Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuvent l'état prévisionnel des coupes, chablis et bois non façonnés;

- approuvent le programme des travaux présenté par l'Office National des Forêts pour l'année 2015 en forêt communale et votent les crédits correspondants à inscrire sur le budget primitif 2015;
- approuvent l'état d'assiette 2016 ;
- donnent délégation à Madame le Maire pour signer le programme et pour approuver, par voie de conventions ou de devis, sa réalisation dans la limite des moyens ouverts par le conseil municipal.

Subventions communales 2015

Madame le Maire présente le tableau étudié en commission réunie le 20 janvier 2015.

article	Nom de l'organisme	objet	Montant de la subvention
6574	Amicale des sapeurs pompiers Bergholtz	Subv. Triennale exceptionnelle	2 000 €
6574	Amicale des sapeurs pompiers Bergholtz	Subv. Annuelle de fonctionnement	250 €
6574	Bibliothèque municipale	Subv. Annuelle de fonctionnement	150 €
6574	ASCB Bergholtz	Subv. Annuelle de fonctionnement	300 €
6574	Club de l'amitié Bergholtz	Subv. Annuelle de fonctionnement	350 €
6574	ASCB section jeunes	Subv. Annuelle de fonctionnement	500 €
6574	Gestion de l'antenne collective Bergholtz	Subv. Annuelle de fonctionnement	150 €
6574	Jumelage franco belge	Subv. Annuelle de fonctionnement	400 €
6574	Jumelage franco belge	subvention exceptionnelle	400 €
6574	Gymnastique Volontaire	Subv. Annuelle de fonctionnement	250 €
6574	Bergholtz Football Club	Subv. Annuelle de fonctionnement	150 €
6574	Chorale Ste Cécile Bergholtz	Subv. Annuelle de fonctionnement	100 €
6574	UNC	Subv. Annuelle de fonctionnement	50 €
6574	Donneurs de sang	Subv. Annuelle de fonctionnement	150 €
6574	Les conscrits	Subv. Annuelle de fonctionnement	250 €
6574	Menthe à l'eau	Subv. Annuelle de fonctionnement	600 €

6574	Coop scolaire école primaire Bergholtz	Subv. Annuelle de fonctionnement	800 €
6574	Coop scolaire école primaire Bergholtz	kdo fin année enfants	440 €
6574	Coop scolaire école maternelle Bergholtz	kdo fin année enfants	380 €
6574	Inspection académique du Haut-Rhin	Subv. Affranchissement courrier	20 €
6574	MARQUE PAGE Enfants lecteurs 2 écoles	Subv. Annuelle de fonctionnement	64 €
6574	U.F.S.B.D.	Subv. Annuelle de fonctionnement	120 €
6574	G.A.S du Haut-Rhin	Subv. Annuelle de fonctionnement	320 €
6574	Fondation du patrimoine	Subv. Annuelle de fonctionnement	100 €
6574	La RECRE	Subv. Annuelle de fonctionnement	1 200 €
6574	Bibliothèque centrale de prêt	Subv. Annuelle de fonctionnement	62 €
6574	Classes vertes et autres	Subv. Annuelle de fonctionnement	160 €
6574	Divers	Subv. Exceptionnelles	284 €
		Total	10 000 €

65736	ccas	Subv. Annuelle de fonctionnement	6 000,00 €
-------	------	----------------------------------	------------

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité:

✓ Approuve les choix retenus par la commission réunie décrits dans le tableau ci-dessous. Les montants seront inscrits aux comptes référencés ci-dessus. La subvention aux conscrits ne sera versée que si une manifestation a effectivement lieu.

✓ Décide de ne pas accorder de subvention aux associations extérieures et érige cette décision en délibération de principe.

✓ Précise que les demandes pour les subventions classes vertes doivent être présentées par les écoles.

✓ Décide d'attribuer une subvention exceptionnelle de 400 € à l'association de jumelage franco-belge pour financer une partie du bus lors de la venue des Belges en mai.

✓ La somme de 1200 € est prévue pour payer la participation communale aux activités périscolaires La Récré d'Issenheim pour les ASHL et les mercredis de 3,05€ par jour et par enfant décidé par délibération du 06/10/2005.

Il est rappelé que la somme de 2 000 € sur les subventions exceptionnelles diverses est attribuée à l'amicale des sapeurs-pompiers conformément au point n° 5 de la séance du 05 mars 2013.

Communauté de Communes de la Région de Guebwiller : projet de schéma de mutualisation des services

Dans une volonté d'apporter des outils permettant la maîtrise de la dépense publique locale, la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales a sensiblement amélioré le cadre des mutualisations au sein du « bloc communal ». Elle a fait de l'EPCI (établissement public de coopération intercommunale) à fiscalité propre le porteur principal de mutualisation du bloc communal et a permis de :

- renforcer la sécurité juridique de la mutualisation au regard des exigences du droit communautaire
- diversifier les instruments de la mutualisation en permettant notamment la création de services communs aux EPCI et à leurs communes membres ainsi que l'acquisition de matériels par les EPCI au bénéfice de leurs communes membres
- systématiser la réflexion au sein des intercommunalités sur les possibilités de mutualisation.

L'article L. 5211-39-1 du Code Général des Collectivités Territoriales impose désormais au Président d'un EPCI à fiscalité propre d'établir, dans l'année qui suit chaque renouvellement général des conseils municipaux, un rapport relatif à la mutualisation de services entre les services de ce dernier et ceux des communes membres. Ce rapport comporte un projet de schéma de mutualisation de services à mettre en œuvre pendant la durée du mandat.

Le terme de mutualisation recouvre plusieurs acceptations possibles.

Dans son acception large, la mutualisation désigne toute démarche dans laquelle plusieurs acteurs décident de réaliser ensemble des activités qu'ils assuraient jusque-là séparément, dans un organisme commun au sein duquel ils coopèrent et auquel ils transfèrent une partie de leurs missions. Dans une acception restreinte, la mutualisation recouvre seulement une mise en commun de moyens — humains et matériels — qui s'effectue à compétences inchangées.

La mutualisation peut rester informelle s'il s'agit d'échanges d'idées ou de pratiques. Elle peut se traduire par la mise en commun de matériels ou de compétences via des conventions de mise à disposition ou de prestations de services. La mutualisation peut aussi aboutir à la fédération des moyens communaux au sein de l'EPCI et peut devenir le socle de nouvelles collaborations : services communs, services partagés.

Madame le Maire fait part des mutualisations de services existantes entre la CCRG et ses communes membres :

- groupement de commande portant sur l'achat de services et de fournitures : une douzaine de marchés publics font ainsi l'objet d'une mise en concurrence groupée (fournitures de bureau, fourniture de produits d'entretien divers, fourniture de panneaux de signalisation et de voirie routière, fourniture de sel de déneigement, prestations de services liées aux contrôles réglementaires et obligatoires, entretien, remplacement et pose de l'éclairage public, location de nacelle).
- gestion administrative du personnel forestier mis à disposition des communes
- aide logistique et technique pour la gestion du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)
- mise à disposition ponctuelle d'un juriste et d'un informaticien au bénéfice des communes
- mutualisation du Service d'Information Géographique - Banque de Données Urbaine au bénéfice des communes
- Création d'une Société Publique Locale dédiée à la collecte des déchets ménagers et à la propreté urbaine.

Les propositions de mutualisations envisagées sont les suivantes :

- constitution d'une banque de matériels communs. Le projet de mutualisation vise à créer une banque de matériels mis en commun pouvant être consultable via le site Internet de la CCRG. Il convient de définir les modalités de prêt entre collectivités et le règlement de mise à disposition. La constitution d'une banque de matériels communs permettra à chaque collectivité bénéficiaire de faire des économies portant sur le coût de location des différents équipements, et ceci quelles qu'en soient les modalités de prêt (gratuité ou facturation correspondant à l'amortissement du bien).
- réflexion portant sur la constitution d'une SPL dédiée à la gestion des services de la Petite Enfance et du Périscolaire. L'éventuelle constitution d'une SPL ne devrait pas, en tant que telle, impacter de manière significative les effectifs globaux dédiés aux services (pas de diminution à prévoir). La SPL devrait toutefois apporter de la souplesse en termes de gestion des absences du personnel (maladie, congés) et permettre de limiter le recours à du personnel extérieur de remplacement (intérim, CDD).
- réflexion sur une mutualisation des services administratifs CCRG/communes. Il pourrait être envisagé la mise en commun entre la CCRG et ses communes membres de services relevant de l'Administration Générale (Direction Générale, Ressources Humaines, Services des Finances, etc). Une mutualisation de ce type de services pourrait conduire, à terme, à une diminution du nombre d'agents affectés à ces tâches.
L'impact prévisionnel sur les dépenses de fonctionnement de la CCRG et de ses communes membres n'est pas connu à ce jour.

Après délibération, le Conseil Municipal à l'unanimité :

✓ émet un avis favorable sur le projet de schéma de mutualisations envisagées ci-dessus.